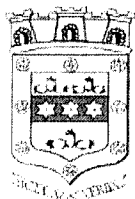


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE MONTMAGNY
Val d'Oise
Canton de Deuil-La Barre



PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE ORDINAIRE 16 MARS 2023

Nombre de conseillers en exercice : 33

Étaient présents :

Patrick FLOQUET, Maire,

François ROSE, Karine FARGES, Marie-Noëlle FLOTTERER, Jean-Luc LEROY, Elvire TENO, Jacqueline RAGOT, Mireille BENATTAR, Albert BLONDEL, Abdelaziz LALMI, Bernard NARBONI, Bernard LABORDE, Francine KANCEL, L'Houssain EL MAZOUZI, Maha GULFRAZ, Loganayagi VASANTE, Selva ANNAMALE, Soria MAÏCHE, Alain BOCCARA, Pascale ANDRIANASOLO, Thierry MANSION, Jennifer BONINO, Franck CAPMARTY, Barbara EZELIS, Laurent POULOT.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Jean-Pierre YETNA à Jacqueline RAGOT ;
Mourad AZZI à Jean-Luc LEROY ;
Bakhta MAÏCHE à Patrick FLOQUET ;
Mustapha BAMBA à Loganayagi VASANTE ;
Hervé MARTIN à L'Houssain EL MAZOUZI ;
Patricia EGASSE à Albert BLONDEL ;

Étaient absents :

Colette LAMBERT, Raouf BAKHA.

Patrick FLOQUET, Maire, ouvre la séance à 21 heures.

Patrick FLOQUET procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint.

Soria MAÏCHE est nommée secrétaire de séance à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 15 décembre 2022.
2. Approbation de la convention d'objectifs entre le Comité des Œuvres Sociales (COS) et la commune de Montmagny au titre de l'année 2023.
3. Débat d'orientations budgétaires (DOB) - Rapport d'orientations budgétaires (ROB) 2023.
4. Signature d'une convention de regroupement pour le dépôt de dossiers de demandes de Certificats d'Economies d'Energie (CEE) avec CERTINERGY & SOLUTIONS – ENGIE.
5. Approbation de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, le Département du Val d'Oise, la commune de Montmagny, la commune de Deuil-La-Barre et l'association Aiguillage pour la mise en œuvre d'actions de prévention spécialisée au titre de la période 2023/2026.
6. Approbation de l'avenant à la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales relatif au bonus territoire CTG pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents « Les P'tits Mon Toi » du centre socioculturel Antoine de Saint-Exupéry.
7. Approbation de l'avenant à la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales relatif au bonus territoire CTG pour le service ALSH (accueil de Loisirs sans hébergement) des adolescents mis en place par le service jeunesse.
8. Approbation des avenants à la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales relatifs au bonus territoire CTG pour le service ALSH (accueil de Loisirs sans hébergement) extrascolaire et périscolaire.
9. Demande de subvention auprès du Département du Val d'Oise pour l'aide à la structuration pédagogique des établissements d'enseignement artistique spécialisé.
10. Demande de subvention auprès du Département du Val d'Oise pour la classe orchestre de l'école élémentaire les Lévriers.
11. Adoption du règlement intérieur du vide-greniers.
12. Attribution d'une concession à titre gracieux au profit d'une personne sans famille à notre connaissance.
13. Décisions du Maire prises dans le cadre de ses délégations.

Informations

Questions orales

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 15 DECEMBRE 2022.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal du 15 décembre 2022, tel que joint en annexe.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-15, L.2121-18, L.2121-21, L.2121-23, L.2121-25, L.2121-26 ;

Vu le règlement intérieur du conseil municipal ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Patrick FLOQUET ;

Franck CAPMARTY indique qu'il manque au point 32 du procès-verbal : « merci de ne prendre en compte que l'avis de la direction sans savoir si ce travail du dimanche est souhaité ou non par les salariés. »

Bernard LABORDE souhaite rectifier son intervention « ces salariés seront probablement rémunérés en conséquence », en « ces salariés seront certainement rémunérés en conséquence ».

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal du 15 décembre 2022, tel que joint en annexe.

2. APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (COS) ET LA COMMUNE DE MONTMAGNY AU TITRE DE L'ANNEE 2023.

La commune de Montmagny, dans le cadre de sa politique sociale, soutient le Comité des Œuvres Sociales (COS) par le versement d'une subvention annuelle. Cette subvention permet en particulier au COS de faciliter l'accès du personnel à des activités culturelles et de loisirs.

Le montant de la subvention sera supérieur à 23 000 € au titre de l'année 2023.

Il est rappelé que l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, prévoit l'obligation de conclure une convention lorsque les subventions publiques dépassent un montant annuel de 23 000 €.

Par conséquent, il est nécessaire de respecter cette obligation, préalablement au versement de ladite subvention.

C'est pourquoi il est proposé au conseil municipal d'approuver la convention d'objectifs avec le Comité des Œuvres Sociales (COS) au titre de l'année 2023, telle que jointe en annexe et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention pour une durée d'un an.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Considérant le soutien apporté au Comité des Œuvres Sociales (COS) et à ses actions en faveur du personnel communal ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Patrick FLOQUET ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20230705-DL2023-0507-032-DE
Date de télétransmission : 10/07/2023
Date de réception préfecture : 10/07/2023

- **APPROUVE** la convention d'objectifs entre le Comité des Œuvres Sociales (COS) et la commune de Montmagny au titre de l'année 2023, telle que jointe en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention pour une durée d'un an ;
- **PREND ACTE** que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la commune ;

3. DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (DOB) - RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (ROB) 2023.

En application des dispositions de l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales, l'élaboration proprement dite du budget primitif est précédée d'une phase préalable constituée par le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), qui doit avoir lieu au conseil municipal et doit se situer à l'intérieur d'un délai de deux mois précédant l'examen dudit budget. Il n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel ; la délibération du conseil municipal a seulement pour objet de prendre acte de la tenue du débat et de permettre au représentant de l'Etat de s'assurer du respect de la loi. Il porte sur les orientations générales à retenir par le conseil municipal pour l'exercice considéré et éventuellement les exercices suivants. Il permet au Maire de faire connaître les choix budgétaires prioritaires et les modifications à envisager par rapport au budget antérieur. Ainsi, les propositions ou Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) pour l'exercice 2023 se trouvent en annexe.

C'est pourquoi, il est proposé au conseil municipal de :

- prendre acte de la tenue et de l'organisation du Débat d'Orientations Budgétaires 2023 (DOB), en application des textes susvisés, concernant le budget de la commune de Montmagny pour l'exercice 2023 ;
- d'approuver le Rapport d'Orientations Budgétaires 2023 (ROB).

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2312-1 ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 et notamment ses articles 11 et 12 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe ;

Vu les décrets n°2016-834 du 23 juin 2016, n°2016-841 du 24 juin 2016 et n°2016-892 du 30 juin 2016 précisant les nouvelles dispositions réglementaires ;

Vu le règlement intérieur du conseil municipal ;

Vu le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) pour l'exercice 2023 ;

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Abdelaziz LALMI ;

Après en avoir débattu ;

Franck CAPMARTY indique : « Suite à votre introduction concernant le DOB (Débat d'Orientations Budgétaires) pour l'année 2023, permettez-moi Monsieur le Maire, de faire 2 remarques. L'une sur l'inflation et l'autre sur le coût de l'énergie.

Deux remarques qui montrent, s'il en était besoin, l'attachement indéfectible au libéralisme, au capital, à la spéculation financière de votre majorité, et donc à l'explosion des inégalités avec de plus en plus de richesses d'un côté et de plus en plus de pauvreté de l'autre.

En effet, dans le préambule du Débat d'Orientations Budgétaires, vous affirmez, de façon étonnante, que « l'inflation, apparue en 2021 aux USA, est due à la baisse du chômage et aux salaires plus élevés ».

Citoyens de Montmagny, ne revendiquez surtout pas de meilleurs salaires, ne souhaitez surtout pas moins de chômage, sinon ce sera l'inflation ! Et votre pouvoir d'achat s'effritera ! Cynique parti pris

idéologique, puisque vous n'évoquez pas les milliards de dollars ou d'euros octroyés aux grandes entreprises lors du COVID par la Banque Fédérale Américaine ou par la Banque Centrale Européenne, et qui sont tombés, pour l'essentiel, dans les poches des actionnaires !

Pour preuve, l'explosion des profits aux USA comme en France où les superprofits atteignent des sommets vertigineux (140 milliards pour les entreprises du CAC 40) ! L'inflation est une réponse de votre système économique, le capitalisme, pour accroître toujours davantage l'appétit insatiable des très riches !

Sachant que de plus, les moyens pour faciliter ces profits sont les niches fiscales pour 90 milliards, l'ISF et la Flat tax pour 16 milliards, la baisse des impôts de production et sur les bénéfices pour 20 milliards, l'exonération en 2022 des cotisations sociales et fiscales pour 75 milliards. Faites le compte pour ce vol en bande organisée.

En matière d'énergie, les dépenses de la ville, comme celles des foyers, connaissent une explosion phénoménale. Celle-ci crée d'immenses difficultés menaçant l'économie nationale et notamment les PME et les petits artisans !

Non, l'énergie n'est pas une marchandise comme les autres, mais un bien essentiel pour le développement de la société ! Elle doit être le bien de tous et demeurer un service public vital pour une nation ! Jamais EDF GDF n'aurait dû être privatisé pour mettre en place le marché européen de l'électricité. Pourtant, c'est ce qu'ont fait Chirac et Sarkozy, mais aussi Hollande et Macron, tous adeptes de la « concurrence libre et non faussée ». Conséquence : le prix du mégawatt / heure a flambé et ce bien avant la guerre en Ukraine. Le prix du MGWH « vendu », sous contrainte du gouvernement, par EDF à ses concurrents au prix de 42 € a été facturé par ces mêmes concurrents à leurs clients jusqu'à 1000 € le même mégawatt heure l'été dernier !

Partisan de cette politique ultra libérale avec votre majorité, Monsieur le Maire, vous portez votre part de responsabilité dans cette dramatique situation. »

Monsieur le Maire répond : « Je suppose que ce n'est pas à moi que vous vous adressiez parce que si vous parlez des personnes qui sont aux manettes en ce moment, ce n'est pas mon parti, mais vous visez plutôt les personnes assises en face de vous. D'autre part, c'est François Hollande qui a supprimé le nucléaire et qui nous a mis dans la situation actuelle. Le nucléaire ne coûte pas cher pour produire de l'électricité. »

Franck CAPMARTY répond qu'il allait le dire.

Monsieur le Maire indique que le Général de Gaulle avait mis en place ce mode de production et qu'il était visionnaire contrairement à Messieurs Hollande ou Macron, notamment dans son 1^{er} mandat.

Pascale ANDRIANASOLO indique : « Je reviens sur les dépenses de fonctionnement, page 23, elles passent de 17 291 421 € en 2022 à 20 216 400 € en 2023 soit une hausse de 16,92 % et pourtant les marges de manœuvre se réduisent fortement car les recettes ne suivent pas cette escalade. Aussi pour 2023, comme vu précédemment, les recettes sont prévues à 20 927 757 € et les dépenses à 20 216 400 € soit une capacité d'autofinancement brute égale à la différence, soit 711 000 €. Ce qui est faible.

Page 28, on aurait pu corroborer cela, néanmoins les chiffres pris en compte sont des réalités et ne prennent pas en compte les prévisions pour 2023. Ce tableau aurait pu montrer une dégradation importante de l'épargne brute et surtout une épargne nette qui devient négative. En effet, si on retranche à l'épargne brute, le montant du remboursement du capital de la dette, on va l'estimer à 1,9 million d'€, on obtient une épargne nette négative de - 1,2 million d'€.

Aussi, Monsieur le Maire, je souhaite savoir comment vous pensiez passer correctement l'exercice budgétaire 2023 en produisant un futur Budget Primitif qui ne dégagera plus d'épargne nette suite à l'effondrement de son épargne brute. »

Monsieur le Maire rassure madame Andrianaloso et précise que 2023 se passera tranquillement comme pour les dernières années.

Il ajoute : « Page 25, vous nous parlez des dépenses de fonctionnement qui augmentent à cause des fluides. Nous avons fait des prévisions en janvier 2023 quand les tarifs étaient au maximum. Aujourd'hui les tarifs ont plutôt tendance à diminuer. J'espère qu'ils continueront à diminuer concernant le tarif des fluides, et principalement l'électricité et le gaz. Le gaz représente la majeure partie des dépenses qui augmentent. On a prévu une hausse de 1,6 million d'€. J'espère que l'on sera nettement en-deçà, d'autant plus qu'on investit cette année, en changeant tous les candélabres de la ville. Les nouveaux candélabres pourront être réglés en fonction des heures de la nuit. D'autre part, nous avons, au niveau des bâtiments, fait des rénovations thermiques, que ce soit à l'école Jean-Baptiste Clément ou à l'école des Lévriers où les travaux se terminent. La rénovation du séminaire se poursuivra cette année, le bâtiment sera moins énergivore et permettra de faire des économies. Nos prévisions n'en ont pas encore tenu compte.

Comme vous l'a dit monsieur Lalmi, au niveau des recettes, nous avons été prudents puisque c'est comme cela que je gère depuis toujours. Prudents sur les recettes, secteur où on peut obtenir de bonnes surprises au fur et à mesure de l'année et prudents sur les dépenses, que l'on estime un peu plus hautes, comme celles des fluides par exemple. On n'aura pas un tel taux d'augmentation des dépenses de fonctionnement. Ne vous inquiétez pas, l'épargne brute sera bien en fin d'année largement excédentaire et l'épargne nette également puisqu'au niveau des intérêts de la dette, à partir du moment où on emprunte très peu depuis des années, puisque vous avez vu que l'endettement diminuait fortement d'une année sur l'autre, les intérêts de la dette diminuent. Le capital remboursé diminuera beaucoup dans les années à venir. On aura des capacités supérieures pour augmenter nos dépenses.

Je vous rassure, tout est sous maîtrise et il n'y a pas d'inquiétude à avoir. »

Pascale ANDRIANASOLO demande pourquoi, page 28, l'année 2023 n'est pas présentée.

Monsieur le Maire répond que ça ne représenterait rien. L'épargne brute et l'épargne nette sont constatées en fin d'année et ça ne représenterait que des prévisions. On peut le faire, et il indique que madame ANDRIANASOLO l'a fait, car ces chiffres sont certainement exacts mais ils ne seront pas ceux du compte administratif 2023.

Thierry MANSION indique : « Ça restait surtout dans l'esprit de projection, tous les autres tableaux affichent 2023 et c'est le seul qui ne le montre pas. Les présentations pourraient être uniformisées. »

Monsieur le Maire préfère indiquer des chiffres exacts.

Il ajoute : « En complément, les bases augmenteront très fortement, soit de 7,1 %. Cette hausse a été prévue dans la loi de finances pour 2023 et votée par les assemblées, le Sénat et l'Assemblée nationale. Il y aura donc une augmentation sur la feuille d'impôts de 7,1 % minimum. Pour l'agglomération, le taux demeure à 1,01 % depuis 2018. Au niveau de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, il n'y aura pas d'augmentation, contrairement aux dernières années principalement due à l'augmentation de la TGAP. Par contre, cette année, la GEMAPI augmentera très fortement cumulée du SIARE et du SIAH, la GEMAPI sera multipliée par 3. Les taux des syndicats de la commune, qui représentent le SIEREIG, le lycée et la piscine de Montmorency, seront stables malgré une augmentation pour la piscine. Celle-ci a été fermée pendant presque 6 mois et les enfants magnymontois ont eu la chance d'aller à la piscine pendant qu'elle était ouverte, tandis que ceux de Deuil-la-Barre n'ont pas pu y aller. Dans le coût payé par les communes, la fréquentation de la piscine par les enfants scolarisés représente le tiers du coût. On aura donc le désavantage de payer un peu plus mais les enfants magnymontois auront pu profiter de la piscine.

Si on fait une simulation de la feuille d'impôts, sur une base de 2400 € en 2022, elle passerait à 2570 € en 2023, ce qui représente une hausse de 130 € sur la totalité des taux figurant sur l'avis de taxe foncière.

Il suffirait de faire une règle de 3 en partant de 2400 et de 130 € pour avoir en fonction de la base l'augmentation que les contribuables connaîtront à l'automne 2023. »

Pascale ANDRIANASOLO souligne : « Il est indiqué qu'on prend acte alors pourquoi vous demandez un vote ? »

Monsieur le Maire répond que le conseil municipal prend acte du DOB et vote le ROB, document annexé au présent rapport.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 24 voix POUR et 7 voix CONTRE (Alain BOCCARA, Pascale ANDRIANASOLO, Thierry MANSION, Jennifer BONINO, Franck CAPMARTY, Barbara EZELIS et Laurent POULOT)

- **PREND ACTE** du Débat d'Orientations Budgétaires 2023 (DOB) ;
- **APPROUVE** le Rapport d'Orientations Budgétaires 2023 (ROB), tel que joint en annexe.

4. SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE REGROUPEMENT POUR LE DEPOT DE DOSSIERS DE DEMANDES DE CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE) AVEC CERTINERGY & SOLUTIONS – ENGIE.
--

En promouvant activement le dispositif et l'efficacité énergétiques, CertiNergy est devenu l'un des principaux acteurs du secteur, titulaire du statut de délégataire au sens du dispositif des CEE. À ce titre, CertiNergy peut inciter ses partenaires à réduire leurs consommations d'énergie en mettant en œuvre des actions pouvant faire l'objet de CEE. Cette incitation se matérialise sous forme de contribution financière « PRIME CEE ».

CertiNergy accompagne les acteurs publics et privés (collectivités, entreprises, bailleurs sociaux, industriels...) dans le financement de leurs projets d'efficacité énergétique, en s'appuyant notamment sur le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie.

CertiNergy se chargera de la constitution des dossiers de demandes de CEE et de leur dépôt auprès de l'autorité administrative compétente, le Pôle National des CEE (PNCEE), notamment dans le cadre de l'obtention de CEE pour le marché à performance énergétique (remplacement de l'éclairage public par des LED).

La convention a pour objet de mettre en œuvre le dispositif de regroupement prévu à l'article L 221-7 du code de l'énergie et de définir les modalités inhérentes au fonctionnement de ce regroupement.

La convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée fixe de 4 (quatre) ans.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver la convention.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L 221-7 du code de l'énergie ;

Considérant la nécessité de signer la convention de regroupement pour le dépôt de dossiers de demandes de Certificats d'Economies d'Energie (CEE) N° 2021-193222 ;

Considérant que la société CertiNergy se chargera de la constitution des dossiers de demandes de CEE et de leur dépôt auprès de l'autorité administrative compétente, le Pôle National des CEE (PNCEE) ;

Considérant que la convention a pour objet de mettre en œuvre le dispositif de regroupement prévu à l'article L 221-7 du code de l'énergie et de définir les modalités inhérentes au fonctionnement de ce regroupement ;

Accusé de réception en préfecture 095-219504271-20230705-DL2023-0507-032-DE Date de télétransmission : 10/07/2023 Date de réception préfecture : 10/07/2023
--

Ayant entendu l'exposé de monsieur François ROSE présentant le projet de délibération ;

François ROSE précise que cette recette correspond à l'installation des futurs éclairages à LED pour lesquels la commune est éligible.

Franck CAPMARTY trouve regrettable que ces études donnant droit à des subventions d'Etat passent par une société privée au lieu d'être traitées par le public.

François ROSE approuve ces propos. Il ajoute que ce genre de subvention est traité par des entreprises privées, comme la taxe carbone à une certaine époque, et que ça peut entraîner des dérives. Surtout quand on fait appel à des partenaires de taille moyenne ou à certains filous. En l'occurrence, la commune fait appel à ENGIE, et lorsqu'on fait appel à ENGIE, Total ou d'autres entreprises de cette nature on peut s'attendre à un peu plus de sérieux. **François ROSE** partage presque l'avis de monsieur CAPMARTY mais ce n'est pas une raison pour renoncer à la recette.

Monsieur le Maire souhaite compléter sa réponse précédente à madame ANDRIANASOLO et indique que toutes les subventions demandées en février et mars derniers ne sont pas inscrites au budget puisque les notifications n'ont pas encore été reçues. Elles seront rajoutées au budget dès lors qu'on aura les notifications et cela représente des sommes importantes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention de regroupement pour le dépôt de dossiers de demandes de Certificats d'Economies d'Energie (CEE) avec CERTINERGY & SOLUTIONS – ENGIE, telle que jointe en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention ;
- **DIT** que les recettes seront inscrites au budget de la commune. Elles s'élèveront pour l'année 2024 à 30 331,02€ et pour 2025 à 30 331,02€.

5. APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE, LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE, LA COMMUNE DE MONTMAGNY, LA COMMUNE DE DEUIL-LA-BARRE ET L'ASSOCIATION AIGUILLAGE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS DE PREVENTION SPECIALISEE AU TITRE DE LA PERIODE 2023/2026.

La commune de Montmagny a signé le 22 décembre 2020 une convention de partenariat avec le Département du Val d'Oise, la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, la commune de Deuil-La-Barre et l'association Aiguillage, pour la mise en œuvre d'actions de prévention spécialisée. Cette convention qui encadre l'activité de l'association est arrivée à échéance le 31 décembre 2022. Par délibération en date du 16 décembre 2022, le Conseil Départemental du Val d'Oise a défini, pour la période 2023/2026, les orientations stratégiques de sa politique départementale de prévention spécialisée autour des axes suivants :

- Recentrer l'intervention en prévention spécialisée auprès des 11-18 ans et prioritairement auprès des 11-15 ans, dans une logique de repérage précoce des fragilités et des situations de décrochage ;
- Prioriser l'intervention en prévention spécialisée auprès des jeunes adultes âgés de 19 à 25 ans présentant des signes de marginalisation, d'exclusion, voire de rupture avec les institutions ;

- Améliorer la qualité du service rendu aux jeunes de 11 à 25 ans accompagnés par la prévention spécialisée en renforçant les mesures en faveur de l'égalité des chances et de l'égalité femmes-hommes, et en adaptant les pratiques aux nouveaux enjeux repérés ;
- S'impliquer en tant qu'acteur de la prévention du décrochage social lourd et de la délinquance sur le territoire local ;
- Participer à l'expertise locale et être force de proposition.

L'association Aiguillage est, dans ce cadre, reconduite pour intervenir sur le territoire des communes de Montmagny (prioritairement les quartiers du « Centre-ville » et « des Lévriers »), de Deuil-La-Barre (prioritairement les quartiers des « Mortefontaines », de la « Galathée » et « des trois communes »).

Au plan opérationnel, l'association s'engage à :

- Privilégier le travail de rue dans les méthodes d'intervention et proposer un accompagnement éducatif adapté à l'âge et aux besoins du jeune,
- Utiliser les nouveaux supports numériques comme vecteurs d'action éducative pour mieux communiquer avec les jeunes rencontrés, proposer de nouveaux espaces de parole et réaliser une veille territoriale ;
- Assurer une présence éducative en soirée (à minima 2 fois par semaine) et le weekend en fonction des particularités du terrain

L'équipe éducative s'efforcera d'agir dans une logique partenariale, en collaboration régulière avec les acteurs du territoire qui œuvrent au quotidien en faveur des jeunes et de leurs familles et en s'impliquant dans les dispositifs territoriaux d'insertion et de prévention de la délinquance.

Le suivi de l'activité de l'association Aiguillage sera encadré annuellement par un Comité Territorial de la Prévention Spécialisée (CTPS) réunissant les représentants de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, des deux communes, du Département et de l'association, et fera également l'objet d'un rapport annuel.

Le Comité Territorial pourra également être élargi à d'autres partenaires locaux, tels que les principaux de collège, la mission locale, les délégués du Préfet, le service social départemental...

Au plan financier, l'association présentera chaque année au Département un budget de fonctionnement, sur la base duquel les participations des différentes parties seront déterminées selon la répartition suivante :

- Les deux communes de Deuil-La-Barre et de Montmagny s'engagent à participer au financement à hauteur de 20% de ce budget prévisionnel ;
- La Communauté d'Agglomération Plaine Vallée participe dans la limite de 80% d'un tiers du budget ;
- La part revenant au Département étant de 80 % des deux tiers du budget.

Le conseil municipal est invité à approuver les termes de la convention relative aux conditions de mise en œuvre des actions de prévention spécialisée entre le Département du Val d'Oise, la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, les communes de Deuil-La-Barre et de Montmagny et l'association Aiguillage, pour la période 2023-2026.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;

Vu la loi 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 juillet 1972 relatif aux clubs et équipes de prévention ;

Vu la délibération du conseil départemental n°4-34 du 16 décembre 2022 approuvant les grandes orientations stratégiques de la politique départementale de prévention spécialisée pour la période 2023-2026 ;

Considérant que la prévention spécialisée est l'une des composantes essentielles de la politique de prévention de l'exclusion et d'intégration sociale et professionnelle des jeunes ;

Considérant que le Département du Val d'Oise organise et adapte ses actions pour prévenir la marginalisation, faciliter l'insertion et la promotion sociale des jeunes et des familles en difficulté en associant les communes et les structures intercommunales concernées à la définition et au suivi des actions de prévention spécialisée ;

Considérant le choix du Département du Val d'Oise de confier la mise en œuvre d'une partie importante de cette politique de prévention à des associations habilitées comme l'association Aiguillage ;

Considérant la volonté du Département du Val d'Oise de mettre en œuvre un cofinancement des actions confiées à ladite association ;

Considérant les choix des villes de Montmagny et de Deuil-la-Barre et ceux de Plaine Vallée dans les domaines de l'éducation et de la prévention visant à confier à l'association Aiguillage la mise en place d'actions de prévention spécialisée sur le territoire communautaire ;

Considérant que la convention partenariale relative à la mise en œuvre des actions de prévention spécialisée entre le Département du Val d'Oise, les communes de Deuil-la-Barre et de Montmagny, la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée et l'association Aiguillage, couvrant la période 2020 à 2022 doit être renouvelée ;

Considérant le projet de convention à intervenir définissant les principes et déterminant les modalités de collaboration et les engagements pour la période 2023/2026 entre le Département, l'association, les communes et l'EPCI dans le cadre de la politique de prévention spécialisée ;

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, madame Elvire TENO,

Franck CAPMARTY demande si le rapport annuel a été reçu.

Monsieur le Maire répond par l'affirmative et précise que les conseillers communautaires l'ont reçu récemment. Il va le lui transmettre tout comme le taux de logements sociaux au 31 décembre 2022.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, le Département du Val d'Oise, les communes de Montmagny et de Deuil-La-Barre et l'association Aiguillage pour la mise en œuvre d'actions de prévention spécialisée au titre de la période 2023/2026, telle que jointe en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que l'ensemble des documents y afférents ;
- **PRÉCISE** que la commune participe au financement à hauteur de 10 % du budget prévisionnel ;
- **PREND ACTE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune.

6. APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES RELATIF AU BONUS TERRITOIRE CTG POUR LE LIEU D'ACCUEIL ENFANTS-PARENTS « LES P'TITS MON TOI » DU CENTRE SOCIOCULTUREL ANTOINE DE SAINT-EXUPERY.

Comme inscrit dans la convention d'objectifs et de gestion 2018-2022 signée entre la branche famille de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et l'État, le financement des Lieux d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) évolue.

À cet effet, afin de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante et de développer de nouvelles actions, la Convention Territoriale Globale a été signée avec la CAF le 30 novembre 2022, couvrant la période 2022 à 2026.

La CAF accorde une prestation de service LAEP en fonction de l'activité du lieu. Le bonus « territoire CTG » complète la prestation et constitue un nouveau financement qui remplace celui du Contrat Enfance Jeunesse.

Le présent avenant à la convention précitée définit et encadre les modalités d'intervention et de versement du bonus territoire pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents « Les P'tits Mon Toi » du centre socioculturel Antoine de Saint-Exupéry.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver cet avenant.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°DL2022-0610-069 du 06 octobre 2022 portant approbation de la Convention Territoriale Globale avec la CAF afin de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante et de développer des actions nouvelles couvrant la période 2022 à 2026 ;

Considérant la nécessité de prétendre à un soutien financier avec le bonus territoire CTG afin de favoriser le maintien de l'offre et poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les CTG en tenant compte de la richesse du territoire ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire présentant le projet de délibération,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **APPROUVE** l'avenant à la convention d'objectifs et de financement pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents relatif au bonus territoire CTG avec la CAF, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2026 et tel que joint en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant ;
- **DIT** que la présente délibération prendra effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2022 ;
- **PRÉCISE** que la présente délibération sera notifiée à la Caisse d'Allocations Familiales.

7. APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES RELATIF AU BONUS TERRITOIRE CTG POUR LE SERVICE ALSH (ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT) DES ADOLESCENTS MIS EN PLACE PAR LE SERVICE JEUNESSE.

Une convention d'objectifs et de gestion relative au financement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) « accueil adolescents » a été signée avec la Caisse d'Allocations Familiales pour la période 2018-2022. Le Contrat Enfance et Jeunesse (CEJ) arrivant à échéance, le financement de base de la prestation de service ALSH « accueil adolescents » est complété par le bonus « territoire CTG » pour les collectivités signataires d'une Convention Territoriale Globale.

À l'arrivée à échéance du Contrat Enfance Jeunesse le 31/12/2021, le bonus « territoire CTG » est venu compléter le dispositif attribué aux établissements soutenus financièrement par les collectivités locales signataires avec la CAF d'une Convention Territoriale Globale (CTG).

À cet effet, afin de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante et de développer des actions nouvelles, la Convention Territoriale Globale a été signée avec la CAF le 30 novembre 2022, couvrant la période 2022 à 2026.

Le bonus territoire CTG constitue un nouveau financement qui remplace celui du Contrat Enfance Jeunesse et il est une aide complémentaire à la prestation de service ALSH pour l'accueil des adolescents.

L'avenant à la convention définit et encadre les modalités d'éligibilité au bonus territoire CTG dans le cadre de l'ALSH « accueil adolescents » et de versement de ce bonus.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver cet avenant.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2022-0610-069 du 06 octobre 2022 portant approbation de la Convention Territoriale Globale avec la CAF afin de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante et de développer des actions nouvelles couvrant la période 2022 à 2026 ;

Considérant la nécessité de prétendre à un soutien financier avec le bonus territoire CTG afin de favoriser le maintien de l'offre et poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les CTG en tenant compte de la richesse du territoire ;

Ayant entendu l'exposé de, madame Soria MAÏCHE présentant le projet de délibération,

Pascale ANDRIANASOLO demande : « Par adolescents, vous entendez quelle tranche d'âge ? »

Monsieur le Maire répond qu'il s'agit de la tranche 12/17 ans. En dessous, ce sera l'avenant suivant.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **APPROUVE** l'avenant à la convention d'objectifs et de financement Accueil de Loisirs Sans Hébergement « accueil adolescents » relatif au bonus territoire CTG avec la CAF, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2026 et tel que joint en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant ;
- **DIT** que la présente délibération prendra effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2022 ;
- **PRÉCISE** que la présente délibération sera notifiée à la Caisse d'Allocations Familiales.

8. APPROBATION DES AVENANTS A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES RELATIFS AU BONUS TERRITOIRE CTG POUR LE SERVICE ALSH (ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT) EXTRASCOLAIRE ET PERISCOLAIRE.

Une convention d'objectifs et de gestion relative au financement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) « extrascolaire et périscolaire » a été signée avec la Caisse d'Allocations Familiales pour la période 2018-2022. Le Contrat Enfance et Jeunesse (CEJ) arrivant à échéance, le financement de base de la prestation de service ALSH « extrascolaire et périscolaire » est complété par le bonus « territoire CTG » pour les collectivités signataires d'une Convention Territoriale Globale.

À l'arrivée à échéance du Contrat Enfance Jeunesse le 31/12/2021, le bonus territoire CTG est venu compléter le dispositif attribué aux établissements soutenus financièrement par les collectivités locales signataires avec la CAF d'une Convention Territoriale Globale (CTG).

À cet effet, afin de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante et de développer des actions nouvelles, la Convention Territoriale Globale a été signée avec la CAF le 30 novembre 2022, couvrant la période 2022 à 2026.

Le bonus territoire CTG constitue un nouveau financement qui remplace celui du Contrat Enfance Jeunesse et il est une aide complémentaire :

- à la prestation de service ALSH extrascolaire
- à la prestation de service ALSH périscolaire

Les présents avenants à la convention définissent et encadrent les modalités d'intervention et de versement du bonus territoire CTG pour les structures citées précédemment.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver ces avenants.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2022-0610-069 du 06 octobre 2022 portant approbation de la Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales afin de pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante et de développer des actions nouvelles couvrant la période 2022 à 2026 ;

Considérant la nécessité de prétendre à un soutien financier avec le bonus territoire CTG afin de favoriser le maintien de l'offre et poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les CTG en tenant compte de la richesse du territoire ;

Ayant entendu l'exposé, madame Karine FARGES présentant le projet de délibération,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **APPROUVE** les avenants à la convention d'objectifs et de financement « prestation de service ALSH extrascolaire et périscolaire » relatifs au bonus territoire CTG avec la Caisse d'Allocations Familiales, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2026 tels que joints en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer lesdits avenants ;
- **DIT** que la présente délibération prendra effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2022 ;
- **PRÉCISE** que la présente délibération sera notifiée à la Caisse d'Allocations Familiales ;

9. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU DEPARTEMENT DU VAL D'OISE POUR L'AIDE A LA STRUCTURATION PEDAGOGIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALISE.

L'école municipale des musiques et de danse, dans le cadre de son fonctionnement et de son développement, dépose une demande de subvention annuelle au Département du Val d'Oise.

Le conseil départemental est impliqué auprès des établissements d'enseignement artistique spécialisé depuis de nombreuses années. Suite aux préconisations de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, le Département du Val d'Oise a mis en place son schéma de développement des enseignements artistiques en concertation avec les directeurs d'établissement, en vue d'améliorer l'offre de formation et les conditions d'accès à l'enseignement (adopté par délibération n°7-18 du 15 juin 2007).

Conformément à son dispositif de soutien adopté en 2008 et révisé par délibération n°4-34 du 25 novembre 2016, le conseil départemental intervient financièrement sur la structuration pédagogique de ces établissements, afin de :

- Garantir à l'établissement une reconnaissance de sa qualité pédagogique ;
- Favoriser le développement d'axes jugés prioritaires par le Département (Cf. schéma départemental) ;
- Soutenir l'engagement des communes auprès de leur établissement.

Il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la demande de subvention auprès du conseil départemental du Val d'Oise au titre de l'année 2023 pour le développement de son école municipale des musiques et de danse.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant le souhait de la municipalité de demander une subvention auprès du conseil départemental du Val d'Oise pour l'aide à la structuration pédagogique des établissements d'enseignement artistique spécialisé ;

Ayant entendu l'exposé de madame Marie-Noëlle FLOTTERER présentant le projet de délibération,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **APPROUVE** la demande de subvention auprès du conseil départemental du Val d'Oise pour l'aide à la structuration pédagogique des établissements d'enseignement artistique spécialisé ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document administratif et financier concernant ce dossier ;
- **PREND ACTE** que les crédits seront inscrits au budget de la commune.

10. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU DEPARTEMENT DU VAL D'OISE POUR LA CLASSE ORCHESTRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE LES LEVRIERS.

La commune de Montmagny a la volonté de développer la classe orchestre à l'école élémentaire les Lévriers, et afin de :

- Permettre aux élèves d'accéder à la culture et aux arts par la pratique instrumentale ;
- Favoriser les apprentissages de l'école par le développement cognitif induit par la pratique d'un instrument : attention, écoute, concentration, mémorisation...
- Développer l'éducation à la citoyenneté : écoute, respect de soi et des autres...

La commune de Montmagny demande au conseil départemental du Val d'Oise, au titre de l'année 2023, une subvention dans le cadre de l'aide aux classes orchestre des établissements d'enseignement artistique spécialisé.

Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer sur cette demande de subvention.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant le souhait de la municipalité de demander une subvention auprès du conseil départemental du Val d'Oise au titre de l'année 2023 pour le développement de la classe orchestre à l'école élémentaire les Lévriers ;

Ayant entendu l'exposé de madame Marie-Noëlle FLOTTERER présentant le projet de délibération ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **APPROUVE** la demande de subvention auprès du conseil départemental du Val d'Oise pour la classe orchestre de l'école élémentaire les Lévriers ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document administratif et financier concernant ce dossier ;
- **PREND ACTE** que les crédits seront inscrits au budget de la commune.

11. ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU VIDE-GRENIERS.

La ville de Montmagny organise chaque année un vide-greniers de printemps rue Jules Ferry à Montmagny.

Cette manifestation est ouverte exclusivement aux particuliers. L'inscription et la réservation préalable d'un emplacement sont obligatoires grâce au bulletin d'inscription fourni par le service culturel ou téléchargeable sur le site de la ville.

Afin d'encadrer les conditions de mise en œuvre, la Ville doit se doter d'un règlement intérieur afin de formaliser les règles d'inscription et les modalités d'installation des participants pour cette manifestation.

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter ledit règlement, tel que joint en annexe.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des impôts,

Considérant la nécessité d'adopter un règlement pour le vide-greniers de printemps,

Ayant entendu l'exposé de madame Marie-Noëlle FLOTTERER présentant le projet de délibération ;

Laurent POULOT indique : « Je voudrais juste rappeler sur les brocantes, que la brocante, qui était organisée par une association qui regroupait des associations magnymontoises caritatives, culturelles et sportives leur rapportait une subvention non négligeable. Je voudrais savoir combien rapporte la brocante à la ville de Montmagny. »

Monsieur le Maire répond qu'elle n'apporte aucune recette mais plutôt des dépenses, étant donné que la restauration est tenue par des associations. La ville perçoit exclusivement le tarif des emplacements. Sans compter qu'il faut tenir compte des dépenses liées à la logistique de mise en place et de démontage, le nettoyage de la voirie et le passage des éboueurs.

Laurent POULOT demande pourquoi ne pas l'avoir laissé aux associations qui le faisaient. En l'occurrence la mairie fait payer quand même un emplacement.

Monsieur le Maire précise que ça a toujours été le cas. L'organisation a évolué.

Alain BOCCARA ajoute : « Vous préférez dépenser plutôt que de laisser les associations gérer l'intégralité de cette organisation. Ça n'a pas de sens. »

Monsieur le Maire répond que les associations tiennent la restauration et les buvettes.

Marie-Noëlle FLOTTERER ajoute que la restauration et la tenue des buvettes rapportent de l'argent aux associations.

Laurent POULOT souhaite connaître l'association qui est à la buvette.

Marie-Noëlle FLOTTERER indique que ça dépend des années. Ce n'est pas encore statué pour cette année.

Laurent POULOT souligne que c'est toujours la même association.

Monsieur le Maire rétorque qu'au marché de Noël c'était une autre association.

Alain BOCCARA demande : « Pourquoi vous embêtez-vous à vendre des emplacements et à nettoyer ? »

Monsieur le Maire indique qu'il a déjà répondu précédemment.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **ADOpte** le règlement du vide-greniers tel que joint en annexe ;
- **PREND ACTE** que les crédits seront inscrits au budget de la commune ;

12. ATTRIBUTION D'UNE CONCESSION A TITRE GRACIEUX AU PROFIT D'UNE PERSONNE SANS FAMILLE A NOTRE CONNAISSANCE.

L'article L.2223-27 du code général des collectivités territoriales dispose que « le service est gratuit pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes. Lorsque la mission de service public définie à l'article L.2223-19 n'est pas assurée par la commune, celle-ci prend en charge les frais d'obsèques de ces personnes. Elle choisit l'organisme qui assurera ces obsèques ».

L'article L.2213-7 du même code dispose que : « Le maire ou, à défaut, le représentant de l'État dans le département, pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée décemment sans distinction de culte ni de croyance ». Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer sur l'attribution d'une concession à titre gracieux.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2213-7, L.2223-19, L.2223-27 ;

Vu les renseignements concernant la situation familiale de monsieur HENROT Jean-Pierre à la date de son décès le 24 décembre 2022 ;

Ayant entendu l'exposé de monsieur Bernard NARBONI présentant le projet de délibération,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **ATTRIBUE** une concession funéraire à titre gracieux au profit de monsieur HENROT Jean-Pierre ;
- **DIT** que ladite concession se situe section G n°58 sise au cimetière du Bel Air ;
- **PRÉCISE** que la durée de la concession est de 5 ans.

13. DECISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE SES DELEGATIONS.

Conformément à l'article L 2122-23 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions numérotées de 2022-114 à 2022-123 et de 2023-001 à 2023-025.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-23 ;

Considérant qu'il convient d'informer les membres du conseil municipal des décisions numérotées 2022-114 à 2022-123 et de 2023-001 à 2023-025, prises par Monsieur le Maire dans le cadre de ses délégations ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Patrick FLOQUET ;

Laurent POULOT indique : « Concernant les décisions 2023/006 et 2023/007, c'est la signature d'une convention pour de la gym douce et du yoga avec un prestataire. Une association de yoga existe toujours à Montmagny, alors pourquoi ne pas faire appel à elle ? »

Monsieur le Maire précise que c'est une convention signée avec une personne qui dispense des séances de yoga au centre socioculturel Antoine de Saint Exupéry.

Laurent POULOT souligne : « La dirigeante de l'association magnymontoise de yoga pourrait dispenser ces cours. »

Monsieur le Maire répond que c'est le directeur du centre socioculturel Antoine de Saint Exupéry qui choisit le prestataire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **PREND ACTE** des décisions suivantes prises par Monsieur le Maire depuis la dernière séance du conseil municipal.

N°	TIERS	DÉSIGNATION	DUREE/DATES	INCIDENCE FINANCIERE
<u>2022/114</u>	DELTA CONDUITE	Relative à la signature d'une convention avec l'auto-école Delta Conduite	/	350,00 € TTC
<u>2022/115</u>	DELTA CONDUITE	Relative à la signature d'une convention avec l'auto-école Delta Conduite	/	350,00 € TTC
<u>2022/116</u>	MADAME EMILIE DRUAIS	Relative à l'acceptation du devis n°1-22-11-4 avec Madame Emilie Druais pour un atelier Babygym au centre social Saint-Exupéry	19-déc.-22	90,00 € TTC
<u>2022/117</u>	CDC HABITAT	Relative à la signature d'une convention avec la société CDC HABITAT SOCIAL , pour la mise à disposition d'un local en faveur de la Mairie	1 an renouvelable	A titre gracieux
<u>2022/118</u>	SANELIS	Relative à la signature d'un contrat « Contrat CT22004 – contrat d'abonnement - service Fontaines à eau »	1 an renouvelable 3 fois	Montant annuel : 5 365,80 € HT
<u>2022/119</u>	SWANK FILMS	Relative à la signature d'un contrat de prestation de service avec la société « SWANK FILMS » dans le cadre de la projection Ciné-Récré du 29 mars 2023	29-mars-22	183,70 € TTC
<u>2022/120</u>	SWANK FILMS	Relative à la signature d'un contrat de prestation de service avec la société « SWANK FILMS » dans le cadre de la projection Ciné-Récré du 17 mai 2023	17-mai-22	183,70 € TTC
<u>2022/121</u>	SWANK FILMS	Relative à la signature d'un contrat de prestation de service avec la société « SWANK FILMS » dans le cadre de la projection Ciné-Récré du 13 septembre 2023	13-sept.-23	183,70 € TTC
<u>2022/122</u>	SWANK FILMS	Relative à la signature d'un contrat de prestation de service avec la société « SWANK FILMS » dans le cadre de la projection Ciné-Récré du 18 octobre 2023	18-oct.-23	183,70 € TTC
<u>2022/123</u>	SWANK FILMS	Relative à la signature d'un contrat de prestation de service avec la société « SWANK FILMS » dans le cadre de la projection Ciné-Récré du 20 décembre 2023	20-déc.-23	183,70 € TTC

N°	TIERS	DÉSIGNATION	DUREE/DATES	INCIDENCE FINANCIERE
<u>2023/001</u>	UGAP	Relative à l'attribution d'un marché public « Marché MP23001 – Location et maintenance de 21 photocopieurs pour les services communaux de la Ville de Montmagny »	cinq ans	Montant estimatif annuel de 76 256,42 euros T.T.C
<u>2023/002</u>	Association ALSA Aïdons Les Sans-Abri	Relative à la signature d'une convention avec l'association ALSA pour la mise à disposition à titre gratuit d'un local sis 8 rue Maurice Berteaux à Montmagny	1 an renouvelable 2 fois	à titre gratuit
<u>2023/003</u>	ISABELLE SIMLER	Relative à la signature d'une convention avec l'autrice Isabelle SIMLER pour un atelier créatif le mercredi 22 mars 2023	22-mars-23	315,43 € TTC
<u>2023/004</u>	PREFECTURE DU VAL D'OISE	Relative au dépôt d'une demande de subvention auprès du Préfet du Val d'Oise au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) pour l'année 2023	Année 2023	Coût estimatif projet : 320 788 € HT Taux prévisionnel DETR : 40 %
<u>2023/005</u>	Communauté d'Agglomération Plaine Vallée/PREI	Relative à la signature d'une convention d'occupation des locaux passée avec La Communauté d'Agglomération Plaine Vallée/PREI dans le cadre d'ateliers à l'école élémentaire Les Lévriers	Du 20 au 24/02/2023	/
<u>2023/006</u>	Cécile SOLVAR	Relative à la signature d'une convention avec Madame Cécile SOLVAR au titre d'éducatrice sportive dans le cadre de séances hebdomadaires de « gym douce »	Les mercredis de janvier à décembre 2023	32 heures à 50 € par heure soit un total de 1 600,00 € TTC
<u>2023/007</u>	Céline GHIRARDELLI	Relative à la signature d'une convention avec Madame Céline GHIRARDELLI dans le cadre de séances hebdomadaires de « yoga »	Les jeudis de janvier à décembre 2023	33 heures à 90 € par heure soit un total de 2 970,00 € TTC
<u>2023/008</u>	Madame Brieau Sophrologue	Relative à la signature d'une convention avec Madame Martine BRIEU, sophrologue, pour la mise en place d'ateliers « Relaxation/Sophrologie »	Les mardis de janvier à décembre 2023	34 ateliers à 80 € soit un total de 2 720,00 € TTC
<u>2023/009</u>	LES PETITS MAGICIENS	Relative à la signature d'une convention avec l'entreprise « LES PETITS MAGICIENS » pour des ateliers d'anglais	68 heures	72 € par heure soit un total de 4 896,00 € TTC
<u>2023/010</u>	ESSIVAM	Relative à la signature d'une convention avec l'association « ESSIVAM » pour la mise en place d'ateliers sociolinguistiques	De janvier à décembre 2023	26 647,50 € TTC
<u>2023/011</u>	LES SAVANTS FOUS	Relative à l'acceptation du devis n°DEV13560 avec l'association « Les savants fous » pour la mise en place d'atelier scientifique, ludique et éducatif	2-mars-23	320,00 € TTC
<u>2023/012</u>	LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU VAL D'OISE	Relative à la signature d'une convention avec l'association la ligue de l'enseignement du Val d'Oise dans le cadre du dispositif « Lire et faire lire »	Année 2023	1 000,00 € TTC

<u>2023/013</u>	MADAME MARIE D'AMIENS D'HEBECOURT	Relative à la signature du devis n°D 2022-024 de Madame Marie d'Amiens d'Hébécourt (psychologue-clinicienne)	Année 2023	600,00 € TTC
<u>2023/014</u>	UNION DES SYSTEMES ET ARTS MULTIPLES	Relative à l'acceptation du devis n°DEV20221226-D/HC de l'association « Union des Systèmes et Arts Multiples » pour la mise en place d'une initiation self-défense urbaine	9-mars-23	220,00 € TTC
<u>2023/015</u>	YOURI RAREG	Relative à la signature d'une convention avec monsieur Youri RAREG pour la mise en œuvre de cours d'informatique	du 05 janvier au 08 juin 2023	21 séances à 60,00 € TTC de l'heure soit un total de 1 260,00 € TTC
<u>2023/016</u>	Association « A qui le Tour ? »	Relative à la signature d'une convention avec l'association « A qui le Tour ? » pour des ateliers « création musicale » à l'école élémentaire Frères Lumière	Le mardi de 10h30 à 11h30, de janvier à juin 2023	1 500,00 € TTC
<u>2023/017</u>	ANNULÉE			
<u>2023/018</u>	YOURI RAREG	Relative à la signature d'un devis n°4 avec Monsieur Youri RAREG pour des ateliers initiation à la musique électronique et à la prise de parole	du 5 janvier au 16 février 2023	6 séances à 80,00 € TTC de l'heure soit un total de 480 € TTC
<u>2023/019</u>	AUDREY TRIBOT	Relative à la signature d'une convention avec Audrey TRIBOT (Influenceuse littéraire) dans le cadre d'une rencontre avec les collègues de Montmagny	vendredi 14 avril 2023	420 euros TTC
<u>2023/020</u>	INSTITUT DIADEME	Relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de l'espace Suzanne Valadon dans le cadre d'actions de formation destinées aux assistants maternels	samedi plusieurs fois dans l'année 2023 jusqu'en 2025	à titre gracieux
<u>2023/021</u>	DELTA CONDUITE	Relative à la signature d'une convention avec l'auto-école Delta Conduite	/	350,00 € TTC
<u>2023/022</u>	MAÎTRE LAISNE	Relative à la signature d'une convention pour la mise en place de permanences juridiques pour les magnymontois pour l'année 2023	Année 2023	3 960,00 € TTC
<u>2023/023</u>	CPCV	Relative à la signature d'une convention avec le centre de formation CPCV pour une aide financière pour le BAFA	/	350,00 € TTC
<u>2023/024</u>	LA MAIN SOLIDAIRE	Relative à la signature d'une convention avec l'association « La main solidaire » pour une aide financière pour le BAFA	/	280,00 € TTC
<u>2023/025</u>	CAF	Relative à la signature d'une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise pour la mise en place d'un Point Numérique CAF	/	/

INFORMATIONS

Monsieur le Maire indique : « Le 7 octobre 2021 vous m'aviez octroyé la protection fonctionnelle suite à ma mise en examen en date du 15 septembre 2021 par le juge d'instruction du tribunal judiciaire de Pontoise concernant une plainte avec constitution de partie civile de monsieur René Taieb en date du 29 juillet 2020, au motif d'injure publique envers un particulier et de diffamation envers un particulier lors d'une réunion avec un commerçant de Montmagny entre le 1^{er} juin 2020 et le 14 juin 2020. Lors du conseil municipal du 7 octobre 2021, à l'exception de monsieur Capmarty, vous aviez cru bon, mesdames et messieurs de l'opposition, de faire mon procès et ainsi remplacer la décision du tribunal correctionnel de Pontoise, parlant de faits très graves et concordants. Le 14 mars 2023, le Tribunal correctionnel de Pontoise m'a relaxé et je tenais à vous en informer.

Comme je vous l'avais dit lors du conseil municipal, je n'ai jamais été inquiet sur la suite de cette plainte sur un soi-disant rendez-vous avec un soi-disant commerçant à une soi-disant date comprise entre le 1^{er} juin et le 14 juin 2020, mais je m'étais seulement interrogé sur le fait qu'une plainte comme celle-ci puisse venir surcharger le tribunal inutilement. »

Alain BOCCARA souhaite prendre la parole.

Monsieur le Maire indique qu'il n'y a pas de débat lors des points d'informations et qu'il n'y a rien à discuter.

Alain BOCCARA persiste.

Alain BOCCARA dit : « Je veux rien discuter je veux compléter votre information. Vous dites que vous avez été relaxé. Vous avez une façon très particulière de commenter les décisions de justice. Vous n'avez pas été relaxé, ni indemnisé, ni reçu d'article 700. L'enregistrement a été jugé irrecevable du fait que les faits étaient prescrits, ce qui est complètement différent. »

Monsieur le Maire précise qu'avant de juger le fond, on commence par juger la forme. Il souligne que sur le fond on parlait d'une date comprise entre le 1^{er} et le 14 juin.

Alain BOCCARA rétorque : « On n'a jamais parlé de ça, on n'a pas voté ça. »

Monsieur le Maire répond : « D'abord ce n'est pas vous, ne dites pas c'est moi ou pas moi car lorsqu'on vous parle de directeur vous répondez « ce n'est pas moi », et là subitement vous savez ce que disent les autres. Alors soyez un peu plus sérieux dans vos interventions. C'est terminé, on ne refait pas le procès, j'ai été relaxé car le juge a vu que la date était bien avant le 2 mars. »

Alain BOCCARA demande si la ville a été indemnisée de la procédure.

Monsieur le Maire indique qu'il n'a pas reçu le jugement, ne l'ayant pas reçu.

Alain BOCCARA répond : « Ah bon et comment vous le savez si vous ne l'avez pas reçu, vous êtes en train de nous lire un truc que vous n'avez pas reçu. »

Monsieur le Maire répond qu'il n'a pas lu le jugement.

Bernard LABORDE rétorque à monsieur BOCCARA : « Donc pour vous la justice c'est qu'une question de fric. »

Alain BOCCARA répond : « Ce n'est pas une question de fric, quand vous gagnez un procès vous êtes indemnisé et quand vous perdez vous n'êtes pas indemnisé. »

François ROSE indique que quand il y a un procès, il peut y avoir une relaxe en matière pénale sans qu'il y ait de condamnation de l'adversaire à l'article 475 -1 du code de procédure pénale.

Alain BOCCARA ajoute : « C'est un problème de prescription, ça ne veut pas dire que vous êtes innocent, ça veut dire que les faits sont prescrits. »

Monsieur le Maire précise que ce n'est pas ce qui a été dit dans la plainte.

Alain BOCCARA indique que le compte rendu du tribunal indique bien que les faits sont prescrits.

Monsieur le Maire répond : « Vous avez suffisamment répété « c'est très grave, c'est même très grave ! ». Le débat est terminé, on passe aux questions orales. »

Monsieur le Maire demande à monsieur BOCCARA de cesser de lui couper la parole.

QUESTIONS ORALES

- **Questions de la liste « Citoyenne, écologique, sociale et solidaire »**

Question :

Franck CAPMARTY indique : Monsieur le maire, dans vos décisions, vous mettez gracieusement à disposition, à travers CDC Habitat Social et la municipalité, des locaux pour des associations, et nous nous en réjouissons. Mais depuis une dizaine d'années, le Secours populaire français vous demande l'attribution d'un local pour permettre la distribution alimentaire aux familles magnymontoises qui en feraient la demande auprès des assistantes sociales. Et nous savons que la nécessité en est de plus en plus grande en ces périodes d'inflation et de chômage.

Pour quelles raisons refusez-vous un local (même partagé) au Secours populaire, sachant que le manque de locaux ne peut en être le motif.

Réponse :

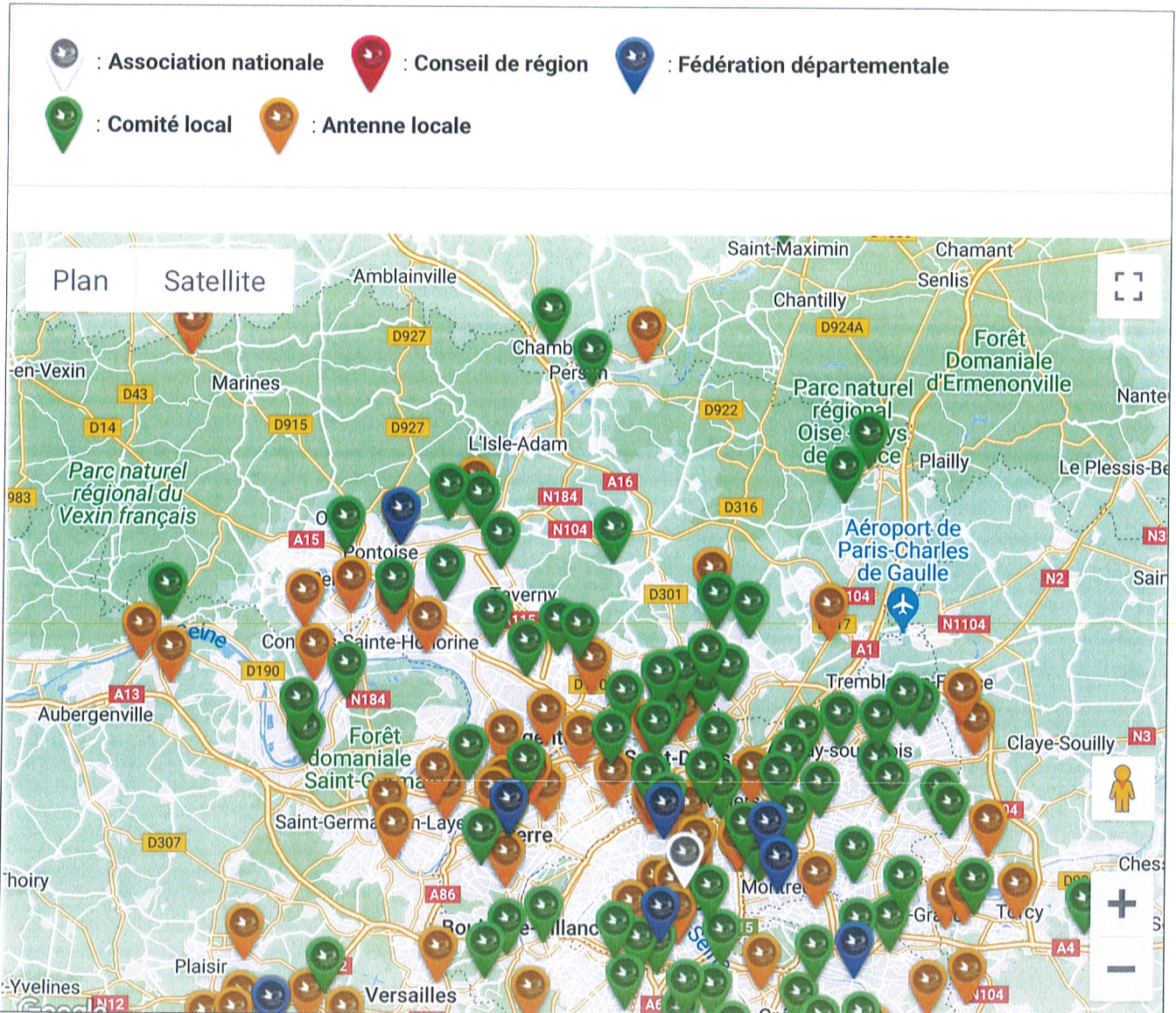
Monsieur le Maire répond : Monsieur le conseiller municipal, l'association ALSA est une association dont l'objectif est d'aider les personnes dans le besoin par la distribution de dons en tout genre notamment des colis alimentaires et des kits hygiène lors de maraudes. L'autre objectif est l'organisation d'événements sportifs et culturels pour la jeunesse avec une sensibilisation à la solidarité. Ce sont d'ailleurs les jeunes de Montmagny qui confectionnent les colis et les kits. Ainsi pour les aider nous avons, grâce à l'exonération de la TFPB du contrat de ville, conventionné avec CDC Habitat Social pour que ce local soit mis à notre disposition non pas à titre gracieux puisque je vous rappelle que l'exonération de la TFPB c'est ce que la ville ne touche pas en impôt. Puis nous avons mis à disposition gracieusement ce local à cette association.

Je vous rappelle que la ville, à travers le prêt de locaux et d'attributions de subventions, soutient 2 autres associations qui œuvrent aussi pour les plus démunis au niveau alimentaire avec le Grain d'Epices et la Conférence Saint Vincent de Paul. Ainsi je pense que la ville de Montmagny prend toute sa part dans la solidarité avec les plus faibles.

Alors pourquoi pas le Secours populaire ? Premièrement parce que comme je vous l'ai dit, nous n'avons pas de local et nous avons déjà deux associations qui œuvrent dans ce domaine, deuxièmement, parce que le Secours populaire dispose déjà, dans le Val d' Oise ou à côté, d'une

trentaine de comités locaux ou antennes locales et enfin troisièmement, à 2 minutes à pied de Montmagny il y a l'antenne de Villetaneuse (15 RUE AUGUSTE BLANQUI - 93430 VILLETANEUSE France) réservée aux étudiants, ainsi que le comité local de Villetaneuse (1 - 5 RUE AUGUSTE BLANQUI - 93430 VILLETANEUSE France).

A 5 min vous avez aussi le comité de Pierrefite (15 BOULEVARD PASTEUR - 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE) et celui d'Epina y (MAISON DU CENTRE 7 RUE DU MARECHAL MAISON - 93800 EPINAY SUR SEINE).




La séance du conseil municipal est close à **22h26**.

La secrétaire de séance


Soria MAÏCHE

Le Maire,


Patrick FLOQUET



Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20230705-DL2023-0507-032-DE
Date de télétransmission : 10/07/2023
Date de réception préfecture : 10/07/2023

Conformément au décret n° 2021-1311 du 07 octobre 2021, un exemplaire papier du présent procès-verbal est mis à disposition du public.

Les horaires d'ouverture de la mairie sont du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h45 à 17h30, le samedi de 09h00 à 12 h00.

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, les délibérations susmentionnées dans le présent compte-rendu peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à partir de la date où elles sont devenues exécutoires.

« Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>) ».

